

## Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2021





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -175,119 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2021 s'élève à -175,119 Md€ contre -170,478 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,641 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 29,698 Md€, une hausse des recettes nettes de 22,280 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,778 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 316,329 Md€

*Les principales dépenses du mois (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,728 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,654 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,934 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,355 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,718 Md€), du programme « Equipement des forces » (0,834 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,714 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,182 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,099 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,037 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2021 s'élèvent à 316,329 Md€ contre 286,631 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+29,698 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 21,795 Md€ (essentiellement la mission « Plan de relance » pour 11,071 Md€, mission créée en LFI 2021, et la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 8,598 Md€, mission mise en œuvre à compter

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,971 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,794 Md€) et du programme « Infrastructures et services de transports » (0,671 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,760 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,902 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,805 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,420 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 1,012 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (0,994 Md€).

d'avril en 2020), des charges de la dette de l'Etat pour 2,811 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses de personnel à hauteur de 1,642 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses d'investissement pour 1,557 Md€ (principalement la mission « Défense » pour 0,815 Md€), et des dépenses de fonctionnement pour 1,365 Md€ (notamment la mission « Aide publique au développement » pour 1,429 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 164,136 Md€

*Les principales recettes du mois*

► **IS net** : 10,245 Md€ (montant lié à l'échéance au 15 septembre) ;

► **TVA nette** : 8,213 Md€ ;

► **IR net** : 4,548 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 4,146 Md€, dont 2,596 Md€ de prélèvements de solidarité et 1,080 Md€ au titre de l'impôt sur la fortune immobilière ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,655 Md€, dont 1,362 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,851 Md€ ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôle** : 1,731 Md€ (essentiellement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat de frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de taxe foncière) ;

► **Fonds de concours** : 0,851 Md€, dont 0,513 Md€ de participation de l'AFITF à la mise en sécurité des tunnels, aux aménagements de sécurité et régénération sur le réseau routier national ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,068 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,520 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,076 Md€) et du FCTVA (-0,799 Md€).



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 194,996 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2021 s'élèvent à 194,996 Md€ contre 169,897 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

L'évolution s'élève à +25,099 Md€.

Les recettes d'IS net sont en baisse de 2,317 Md€ (en raison d'une baisse d'IS brut de 1,555 Md€ et d'une hausse des R&D de 0,763 Md€).

Des hausses sont constatées en recettes de TVA nette pour 12,589 Md€ (en raison d'une hausse

de TVA brute de 11,783 Md€ et d'une baisse des R&D de 0,806 Md€), d'IR net pour 3,973 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,559 Md€ et d'une hausse d'IR brut de 1,413 Md€), de TICPE nette pour 3,859 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 3,520 Md€), et en autres recettes fiscales nettes pour 6,996 Md€ (notamment du fait de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit »).

## Recettes non fiscales : 14,888 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2021 s'élèvent à 14,888 Md€ contre 11,221 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+3,667 Md€) s'explique

principalement par un versement de l'UE à hauteur 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -50,962 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2021 s'élèvent à -50,962 Md€ contre -45,162 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,800 Md€) s'explique par des

augmentations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,437 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,363 Md€ (hausses des prélèvements prévues en lois de finances).

## Fonds de concours : 5,214 Md€

Les fonds de concours à fin septembre 2021 s'élèvent à 5,214 Md€ contre 5,900 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,686 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,926 Md€

*Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)*

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,797 Md€ et des recettes pour 7,174 Md€ (essentiellement au titre du 2<sup>ème</sup> acompte de CVAE, ainsi qu'au titre de reversements de TVA intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production);

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2021 s'élève à -22,926 Md€ contre -25,704 Md€ à fin septembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,778 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de 5,597 Md€ (dont +4,574 Md€ au titre du compte « Avances aux collectivités territoriales », principalement en raison d'une hausse des recettes de CFE/IFER et de TF, et +1,284 Md€ au titre du compte « Prêts à

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,578 Md€ (essentiellement au titre d'acquisition d'actions de la société ORANO SA).

des Etats étrangers»). Cette hausse est partiellement compensée par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de 2,736 Md€ (dont -2,769 Md€ au titre du compte « Participations financières de l'Etat », essentiellement en raison, en recettes, d'une baisse de 1,377 Md€ des abondements du compte par le BG en 2021, et à la cession de titres La Poste intervenue en 2020 pour 1,062 Md€).

## Dettes financières de l'Etat au 30 septembre : 2 171,703 Md€

La dette financière est en augmentation de 141,509 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent la hausse

des OAT pour 139,418 Md€ (émissions nettes de remboursement) et des BTF pour 2,484 Md€.



	Mois Septembre	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
		2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	2 925	-175 119	-170 478	-161 590	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	23 511	316 329	286 631	282 052	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	28 518	164 136	141 856	144 391	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	4 548	45 138	41 165	41 165	
- IS *	10 245	23 870	26 187	26 187	
- TVA	8 213	71 263	58 674	83 580	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 082	-22 926	-25 704	-23 929	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 565	155 584			16
Dette financière de l'Etat	21 299	2 171 703			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	10 745	100 860	99 218	99 282
Dépenses de fonctionnement	3 143	47 513	46 148	46 109
Charges de la dette de l'Etat	41	26 574	23 763	23 763
Dépenses d'investissement	1 037	12 247	10 690	10 703
Dépenses d'intervention	8 454	126 287	104 492	99 843
Dépenses d'opérations financières	91	1 855	1 325	1 358
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>23 511</b>	<b>316 329</b>	<b>286 631</b>	<b>282 052</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	32 475	194 996	169 897	174 020
Recettes non fiscales	779	14 888	11 221	11 281
Prélèvements sur recettes	-5 588	-50 962	-45 162	-46 811
Fonds de concours	851	5 214	5 900	5 900
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>28 518</b>	<b>164 136</b>	<b>141 856</b>	<b>144 391</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>34 105</b>	<b>215 098</b>	<b>187 018</b>	<b>191 201</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>5 007</b>	<b>-152 193</b>	<b>-144 774</b>	<b>-137 661</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-635	611	3 347	4 204
Solde des comptes de concours financiers	-1 504	-24 083	-29 680	-28 762
Solde des comptes de commerce	5	425	590	590
Solde des comptes d'opérations monétaires	52	1 376	926	926
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-2 082</b>	<b>-22 926</b>	<b>-25 704</b>	<b>-23 929</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>2 925</b>	<b>-175 119</b>	<b>-170 478</b>	<b>-161 590</b>



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 745</b>	<b>100 860</b>	<b>99 218</b>	<b>99 282</b>
Rémunérations d'activité	6 093	58 045	56 930	56 958
Cotisations et contributions sociales	4 599	42 234	41 721	41 758
Prestations sociales et allocations diverses	53	581	567	566
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>12 766</b>	<b>215 470</b>	<b>187 412</b>	<b>182 771</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 143</b>	<b>47 513</b>	<b>46 148</b>	<b>46 109</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 899	23 082	22 917	22 979
Subventions pour charges de service public	1 245	24 430	23 230	23 130
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>41</b>	<b>26 574</b>	<b>23 763</b>	<b>23 763</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	41	26 574	23 763	23 763
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 037</b>	<b>12 247</b>	<b>10 690</b>	<b>10 703</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	827	9 433	8 091	8 107
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	210	2 814	2 599	2 597
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>8 454</b>	<b>126 287</b>	<b>104 492</b>	<b>99 843</b>
Transferts aux ménages	2 846	42 082	43 153	42 846
Transferts aux entreprises	3 390	57 007	37 463	33 169
Transferts aux collectivités territoriales	715	7 998	6 399	6 376
Transferts aux autres collectivités	1 482	19 070	17 459	17 433
Appels en garantie	22	131	19	19
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>91</b>	<b>1 855</b>	<b>1 325</b>	<b>1 358</b>
Prêts et avances	2	225	232	265
Dotations en fonds propres	89	904	497	497
Dépenses de participations financières	0	725	596	596
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>23 511</b>	<b>316 329</b>	<b>286 631</b>	<b>282 052</b>





unité : million d'€.	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2021		Cumul à fin septembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>137</b>	<b>213</b>	<b>2 310</b>	<b>2 127</b>	<b>2 136</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	100	104	1 390	1 307	1 263
Diplomatie culturelle et d'influence	17	86	661	577	602
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	23	258	244	271
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>361</b>	<b>391</b>	<b>3 091</b>	<b>3 029</b>	<b>2 794</b>
Administration territoriale de l'Etat	220	209	1 701	1 658	1 597
Vie politique, culturelle et associative	31	37	270	257	154
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	109	146	1 121	1 114	1 042
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>412</b>	<b>416</b>	<b>2 291</b>	<b>2 072</b>	<b>1 947</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	319	321	1 422	1 227	1 127
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	43	46	426	410	385
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	49	443	436	436
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>80</b>	<b>71</b>	<b>4 322</b>	<b>4 326</b>	<b>2 398</b>
Aide économique et financière au développement	-5	20	849	1 128	880
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement <sup>(1)</sup>	0	0	1 420	1 420	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	86	51	2 053	1 778	1 519
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>1 638</b>	<b>1 582</b>	<b>1 656</b>
Liens entre la Nation et son armée	2	3	24	20	14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1	10	1 531	1 479	1 555
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	83	83	87
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>319</b>	<b>387</b>	<b>15 533</b>	<b>12 835</b>	<b>13 537</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	173	198	1 770	1 674	1 441
Aide à l'accès au logement	3	1	12 372	10 093	11 275
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	39	108	808	512	282
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	28	36	149	166	150
Interventions territoriales de l'Etat	25	2	56	44	26
Politique de la ville	51	41	378	347	363
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>48</b>	<b>53</b>	<b>523</b>	<b>522</b>	<b>506</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	36	318	320	304
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	43
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	163	160	160
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>158</b>	<b>288</b>	<b>2 779</b>	<b>2 464</b>	<b>2 211</b>
Patrimoines	20	88	961	868	678
Création	50	66	786	679	658
Soutien aux politiques du ministère de la culture <sup>(2)</sup>	59	63	549	539	441
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture <sup>(1)</sup>	29	71	484	378	434
<b>DEFENSE</b>	<b>2 737</b>	<b>3 355</b>	<b>40 249</b>	<b>37 824</b>	<b>35 978</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	96	89	1 238	1 247	1 171
Préparation et emploi des forces	682	714	11 151	8 056	7 633
Soutien de la politique de la défense	1 779	1 718	17 028	16 973	16 434
Equippedement des forces	180	834	10 832	11 549	10 740
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>568</b>	<b>553</b>	<b>504</b>
Coordination du travail gouvernemental	43	44	482	476	432
Protection des droits et libertés	4	5	78	75	72
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 <sup>(1)</sup>	0	0	9	1	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>558</b>	<b>1 971</b>	<b>21 291</b>	<b>18 481</b>	<b>16 802</b>
Infrastructures et services de transports	144	671	6 358	5 930	4 502
Affaires maritimes	17	17	132	110	118
Paysages, eau et biodiversité	9	17	186	169	135
Expertise, information géographique et météorologie <sup>(2)</sup>	1	1	433	431	437
Prévention des risques	90	24	839	616	688
Energie, climat et après-mines	82	232	2 327	1 785	2 387
Service public de l'énergie	0	794	8 470	6 884	6 226
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	213	214	2 153	2 164	2 203
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	1	1	392	392	106



unité : million d'€.	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2021		Cumul à fin septembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>85</b>	<b>133</b>	<b>2 663</b>	<b>2 760</b>	<b>2 002</b>
Développement des entreprises et régulations	36	87	994	941	1 205
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	150	120
Statistiques et études économiques	34	32	304	304	328
Stratégies économiques <sup>(2)</sup>	15	14	366	365	349
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(4)</sup>	0	0	1 000	1 000	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>122</b>	<b>163</b>	<b>26 401</b>	<b>26 620</b>	<b>23 792</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	40	40	26 181	26 181	23 657
Appels en garantie de l'Etat	20	22	225	205	19
Epargne	0	1	53	53	36
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	62	0	62	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	101	-120	181	80
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 722</b>	<b>5 728</b>	<b>57 179</b>	<b>56 971</b>	<b>55 536</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 929	1 934	17 655	17 654	17 266
Enseignement scolaire public du second degré	2 651	2 654	25 362	25 355	24 953
Vie de l'élève	364	342	5 096	5 039	4 731
Enseignement privé du premier et du second degrés	501	501	5 925	5 912	5 842
Soutien de la politique de l'éducation nationale	195	215	2 079	1 952	1 708
Enseignement technique agricole	83	81	1 061	1 059	1 036
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES <sup>(2)</sup></b>	<b>788</b>	<b>807</b>	<b>7 451</b>	<b>7 392</b>	<b>7 379</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	602	612	5 611	5 571	5 581
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	70	682	675	643
Facilitation et sécurisation des échanges	125	125	1 157	1 146	1 155
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>74</b>	<b>83</b>	<b>1 279</b>	<b>1 170</b>	<b>1 177</b>
Immigration et asile	49	55	967	883	944
Intégration et accès à la nationalité française	25	29	312	287	234
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 544</b>	<b>2 477</b>	<b>1 589</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	-160	210	317
Valorisation de la recherche	0	0	-50	529	550
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	4	622	655
Financement des investissements stratégiques <sup>(1)</sup>	0	0	10 000	750	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation <sup>(1)</sup>	0	0	3 750	366	67
<b>JUSTICE</b>	<b>718</b>	<b>725</b>	<b>6 908</b>	<b>7 147</b>	<b>6 592</b>
Justice judiciaire	265	265	2 878	2 743	2 599
Administration pénitentiaire	287	340	2 422	2 933	2 713
Protection judiciaire de la jeunesse	60	72	701	653	619
Accès au droit et à la justice	75	6	502	432	347
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	42	403	382	311
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>34</b>	<b>7</b>	<b>487</b>	<b>388</b>	<b>583</b>
Presse et médias	33	6	201	174	294
Livre et industries culturelles	1	1	286	214	289
<b>OUTRE-MER</b>	<b>87</b>	<b>121</b>	<b>2 158</b>	<b>1 738</b>	<b>1 529</b>
Emploi outre-mer	5	30	1 549	1 309	1 202
Conditions de vie outre-mer	82	91	609	429	328
<b>PLAN DE RELANCE <sup>(1)</sup></b>	<b>396</b>	<b>539</b>	<b>21 610</b>	<b>12 483</b>	<b>0</b>
Écologie <sup>(1)</sup>	267	276	7 675	2 383	0
Compétitivité <sup>(1)</sup>	102	173	3 913	2 059	0
Cohésion <sup>(1)</sup>	28	90	10 022	8 041	0
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>1 047</b>	<b>1 012</b>	<b>31 961</b>	<b>30 480</b>	<b>25 243</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	16	15	2 406	2 405	14 798
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	994	994	24 682	24 682	6 191
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	622	622	4 254
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	4 000	2 500	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 <sup>(1)</sup>	37	2	252	271	0
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>994</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2021		Cumul à fin septembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>491</b>	<b>1 420</b>	<b>27 644</b>	<b>22 846</b>	<b>22 443</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	76	47	13 511	11 551	11 384
Vie étudiante	8	305	2 586	2 222	2 055
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5	558	7 081	5 245	4 948
Recherche spatiale	0	119	1 572	1 276	1 801
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	359	319	2 194	1 800	1 345
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	24	50	417	483	568
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	95
Recherche culturelle et culture scientifique <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	-13
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	22	283	269	258
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>35</b>	<b>539</b>	<b>5 618</b>	<b>5 074</b>	<b>5 082</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	35	377	3 815	3 443	3 391
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	742	675	687
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	-1	94	1 061	956	1 005
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>297</b>	<b>250</b>	<b>3 802</b>	<b>3 083</b>	<b>2 723</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	181	246	3 558	2 934	2 573
Concours spécifiques et administration	115	4	244	148	150
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>9 841</b>	<b>9 888</b>	<b>104 994</b>	<b>105 074</b>	<b>107 813</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 242	9 290	99 916	99 996	103 980
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	599	598	5 078	5 078	3 833
<b>SANTE</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>1 323</b>	<b>1 087</b>	<b>1 334</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	48	49	337	289	589
Protection maladie	0	0	986	798	745
<b>SECURITES</b>	<b>1 707</b>	<b>1 760</b>	<b>15 899</b>	<b>15 594</b>	<b>15 121</b>
Police nationale	890	902	8 206	8 152	8 026
Gendarmerie nationale	791	805	7 130	6 924	6 716
Sécurité et éducation routières	2	3	28	23	21
Sécurité civile	24	50	535	496	358
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>86</b>	<b>2 182</b>	<b>25 228</b>	<b>20 811</b>	<b>22 033</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	39	1 037	11 632	10 022	11 169
Handicap et dépendance	0	1 099	12 575	9 874	10 002
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	35	25	24
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales <sup>(2)</sup>	44	44	986	890	838
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>1 425</b>	<b>945</b>	<b>844</b>
Sport	17	14	507	408	304
Jeunesse et vie associative	24	26	579	388	457
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	339	149	83
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES<sup>(2)</sup></b>	<b>22</b>	<b>34</b>	<b>645</b>	<b>282</b>	<b>188</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	5	4	315	48	11
Fonds pour la transformation de l'action publique	7	8	127	89	28
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques <sup>(2)</sup>	1	1	10	8	4
Fonction publique	10	20	193	138	146
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>-74</b>	<b>712</b>	<b>12 118</b>	<b>10 173</b>	<b>9 975</b>
Accès et retour à l'emploi	-196	518	5 043	4 900	4 406
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	73	138	6 429	4 711	5 034
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	2	144	70	66
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	49	54	501	492	469
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>26 431</b>	<b>33 399</b>	<b>465 927</b>	<b>421 404</b>	<b>394 444</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>16 589</b>	<b>23 511</b>	<b>360 933</b>	<b>316 329</b>	<b>286 631</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Modification de libellé en LFI 2021

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 19/07/2021



	Mois	Cumul à fin septembre		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Septembre			
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 264</b>	<b>65 350</b>	<b>63 937</b>	<b>63 937</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>1 731</b>	<b>3 008</b>	<b>2 742</b>	<b>2 892</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>12 263</b>	<b>50 074</b>	<b>51 633</b>	<b>51 573</b>
Impôt sur les sociétés	12 008	48 920	50 475	50 475
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	200	821	1 098	1 098
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	54	333	60	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>4 146</b>	<b>18 932</b>	<b>16 084</b>	<b>13 091</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	30	768	601	601
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	94	3 554	2 718	2 718
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	1 080	1 523	1 637	1 637
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	74	149	149
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	4	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	17	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	21	83	83
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	68	59	59
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	187	190	190
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Prélèvements de solidarité	2 596	7 726	7 069	7 069
Taxe sur les services numériques	1	224	83	83
Taxe d'habitation sur les résidences principales <sup>(1)</sup>	281	2 709	2 700	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	17	946	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	35	498	783	490
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 976</b>	<b>15 056</b>	<b>11 536</b>	<b>6 224</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>12 328</b>	<b>118 695</b>	<b>106 912</b>	<b>131 818</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 655</b>	<b>28 956</b>	<b>24 866</b>	<b>24 763</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	68	414	305	305
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	127	137	137
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	34	16	16



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	215	2 691	1 596	1 596
Mutations à titre gratuit par décès	1 147	10 518	8 325	8 325
Contribution de sécurité immobilière	71	654	530	530
Autres conventions et actes civils	29	310	264	264
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	42	453	364	364
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	50	297	267	267
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	24	159	65	65
Timbre unique	40	169	120	120
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	28	429	412	412
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	457	7 551	7 564	7 564
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	3	32	22	22
Taxe générale sur les activités polluantes	0	39	332	332
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	8	37	32	32
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	12	109	109
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	38	38	38
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	21	21
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	203	1 818	1 356	1 356
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	60	234	370	370
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	279	181	181
Prélèvement sur les paris sportifs	38	616	337	337
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	76	76	76
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	66	866	1 000	1 000
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	47	495	414	312
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>42 363</b>	<b>300 070</b>	<b>277 710</b>	<b>294 298</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>32 475</b>	<b>194 996</b>	<b>169 897</b>	<b>174 020</b>

(1) Création en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>0</b>	<b>3 386</b>	<b>4 269</b>	<b>4 329</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 089	3 395	3 395
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés <sup>(1)</sup>	0	0	691	751
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	607	182	182
Autres dividendes et recettes assimilées	0	690	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>64</b>	<b>626</b>	<b>920</b>	<b>920</b>
Revenus du domaine public non militaire	17	161	142	142
Autres revenus du domaine public	0	2	2	2
Revenus du domaine privé	2	183	201	201
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	45	278	195	195
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>283</b>	<b>1 752</b>	<b>1 015</b>	<b>1 015</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	50	291	237	237
Autres frais d'assiette et de recouvrement	101	806	671	671
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	5	5	5
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	130	647	100	100
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>21</b>	<b>312</b>	<b>207</b>	<b>207</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	9	32	31	31
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	1	24	24
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	6	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	1	160	46	46
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	6	89	93	93
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	12	3	3



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>308</b>	<b>1 372</b>	<b>4 027</b>	<b>4 027</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	223	580	1 397	1 397
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	159	66	66
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	10	7	7
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	78	560	2 498	2 498
Frais de poursuite	1	8	7	7
Frais de justice et d'instance	1	8	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>104</b>	<b>7 440</b>	<b>784</b>	<b>784</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	41	325	194	194
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	8	30	55	55
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	10	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	3	3
Récupération d'indus	1	18	12	12
Recouvrements après admission en non-valeur	12	101	77	77
Divers versements de l'Union européenne	0	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	38	20	20
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	21	20	20
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	20	459	230	230
Produits divers	2	985	17	17
Autres produits divers	13	318	141	141
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>779</b>	<b>14 888</b>	<b>11 221</b>	<b>11 281</b>

(1) Suppression en LFI 2021





	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-3 520</b>	<b>-32 336</b>	<b>-28 899</b>	<b>-30 548</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 076	-20 718	-20 690	-20 756
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-8	-18	-18
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-799	-3 586	-3 121	-3 121
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	340	-1 108	-471	-2 053
<b>Dotations</b> élu local	-97	-97	-96	-96
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	1	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	-31	-322	-321	-321
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	-21	-661	-661	-661
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-242	-2 185	-2 204	-2 204
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-14	-395	-354	-354
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-13	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-80	-98	-98
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-3	-268	-243	-243
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-77	-122	-122
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-68	-68	-68
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-7	-109	-425	-425
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Soutien</b> exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels <sup>(1)</sup>	-487	-2 587	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers <sup>(1)</sup>	0	0	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-2 068</b>	<b>-18 626</b>	<b>-16 263</b>	<b>-16 263</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 588</b>	<b>-50 962</b>	<b>-45 162</b>	<b>-46 811</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	770	4 844	5 704	5 704
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	81	370	196	196
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>851</b>	<b>5 214</b>	<b>5 900</b>	<b>5 900</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2021





	Mois de septembre		Cumul à fin septembre												
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes						
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté				
unité : million d'€.															
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 579</b>	<b>4 943</b>	<b>50 345</b>	<b>49 093</b>	<b>53 627</b>	<b>50 956</b>	<b>52 439</b>	<b>57 830</b>	<b>611</b>	<b>3 347</b>	<b>4 204</b>				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	81	155	565	656	656	1 271	899	899	706	243	243				
Développement agricole et rural	8	5	95	90	90	129	131	131	34	40	40				
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	44	31	167	201	201	281	280	280	115	79	79				
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	25	12	247	292	292	219	190	190	-28	-102	-102				
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	209	158	158	133	84	84	-77	-74	-74				
Participations financières de l'Etat	578	3	4 758	4 072	4 072	3 917	6 000	6 000	-841	1 928	1 928				
Pensions	4 842	4 738	44 304	43 623	43 623	45 006	44 856	44 856	702	1 232	1 232				
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	1	0	0	313	0	0	312				
Transition énergétique <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	4 533	0	0	5 078	0	0	545				
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 309</b>	<b>7 806</b>	<b>86 814</b>	<b>88 278</b>	<b>86 710</b>	<b>62 731</b>	<b>58 598</b>	<b>57 948</b>	<b>-24 083</b>	<b>-29 680</b>	<b>-28 762</b>				
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	96	329	2 574	2 026	2 026	1 142	1 192	1 192	-1 432	-834	-834				
Avances à l'audiovisuel public	310	129	2 789	2 842	2 842	1 101	1 201	1 201	-1 688	-1 641	-1 641				
Avances aux collectivités territoriales	8 797	7 174	80 371	82 377	80 809	58 572	56 004	55 354	-21 799	-26 373	-25 455				
Prêts à des Etats étrangers	29	173	372	431	431	1 410	186	186	1 038	-246	-246				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	78	0	708	602	602	506	16	16	-202	-586	-586				
<b>Comptes de commerce</b>	<b>692</b>	<b>697</b>	<b>31 443</b>	<b>27 624</b>	<b>27 624</b>	<b>31 868</b>	<b>28 213</b>	<b>28 213</b>	<b>425</b>	<b>590</b>	<b>590</b>				
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	49	25	496	403	403	436	556	556	-60	153	153				
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	15	137	121	121	147	121	121	10	1	1				
Couverture des risques financiers de l'Etat	395	395	2 276	1 419	1 419	2 276	1 419	1 419	0	0	0				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	96	60	483	426	426	549	447	447	66	21	21				
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	54	193	27 626	24 971	24 971	27 833	25 173	25 173	207	202	202				
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	4	4	6	10	10	3	6	6				
Opérations commerciales des domaines	4	7	37	31	31	72	58	58	35	27	27				
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	19	16	16	21	14	14	2	-1	-1				
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Soutien financier au commerce extérieur	77	0	366	235	235	529	416	416	162	181	181				
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>137</b>	<b>189</b>	<b>849</b>	<b>1 507</b>	<b>1 507</b>	<b>2 225</b>	<b>2 434</b>	<b>2 434</b>	<b>1 376</b>	<b>926</b>	<b>926</b>				
Emission des monnaies métalliques	5	57	67	76	76	199	113	113	132	37	37				
Opérations avec le Fonds Monétaire International	132	132	766	1 426	1 426	2 021	2 313	2 313	1 255	887	887				
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	5	5	5	8	8	-11	3	3				
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>15 717</b>	<b>13 635</b>	<b>169 451</b>	<b>166 501</b>	<b>169 468</b>	<b>147 780</b>	<b>141 685</b>	<b>146 426</b>	<b>-21 671</b>	<b>-24 817</b>	<b>-23 042</b>				
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>15 585</b>	<b>13 503</b>	<b>168 685</b>	<b>165 075</b>	<b>168 041</b>	<b>145 759</b>	<b>139 372</b>	<b>144 113</b>	<b>-22 926</b>	<b>-25 704</b>	<b>-23 929</b>				

<sup>(1)</sup> Suppression en LFI 2021

<sup>(2)</sup> Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2021
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-91	102
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	-68	446
		<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>717</b>	<b>-153</b>	<b>564</b>
		Régions	4 531	1 412	5 943
		Départements	8 247	1 752	9 999
	<b>CEPL</b>	Communes	26 806	1 072	27 879
		HLM	137	-81	56
		Autres	27 904	2 388	30 292
		<b>Total CEPL</b>	<b>67 626</b>	<b>6 542</b>	<b>74 169</b>
		<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>7 642</b>	<b>-330</b>	<b>7 312</b>
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-10 391	18 825
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	4 633	20 985
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 347	5 632
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	312	2 038
		<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>51 577</b>	<b>-4 099</b>	<b>47 479</b>
		<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 224</b>	<b>-5 773</b>	<b>9 451</b>
		<b>Union européenne</b>	<b>2 145</b>	<b>813</b>	<b>2 958</b>
		Fonds et Fondations	58	4	62
	GIP	964	565	1 529	
	EPLÉ	2 510	658	3 167	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Autres correspondants	7 684	1 159	8 843	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>11 263</b>	<b>2 338</b>	<b>13 602</b>	
	<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>156 195</b>	<b>-661</b>	<b>155 534</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>		35	16	50
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>		0	0	0
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>		0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>		<b>35</b>	<b>16</b>	<b>50</b>
<b>Total Passif (A)</b>			<b>156 230</b>	<b>-645</b>	<b>155 584</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>			<b>156 229</b>	<b>-645</b>	<b>155 584</b>



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2021
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 000 986</b>	<b>141 902</b>	<b>2 142 888</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 839 378</b>	<b>139 418</b>	<b>1 978 796</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	139 418	1 978 796
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	135 132	1 754 500
- <i>taux variable</i>	199 932	4 549	204 481
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>161 608</b>	<b>2 484</b>	<b>164 092</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	2 484	164 092
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>29 208</b>	<b>-393</b>	<b>28 815</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 030 194</b>	<b>141 509</b>	<b>2 171 703</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrevements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat: ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.